

FO MIEUX LE SAVOIR

L'information de la section FO-DGFiP 95 – Numéro 22
6 mai 2014

Numéro Spécial GREVE DU 15 MAI 2014

Alors que la Modernisation de l'Action Publique (MAP), déclinée dans la Démarche Stratégique à la Direction Générale des Finances Publiques, commence à produire tous ses effets négatifs sur les personnels et sur les missions, le gouvernement accentue encore sa politique régressive dans le cadre d'un pacte de responsabilité qui va transférer 40 milliards d'euros aux entreprises.

Pour y parvenir, les moyens de l'État seront mis à contribution pour 19 milliards d'euros.

Cette politique d'austérité aura pour résultat de réduire le service public républicain et de remettre en cause l'égalité républicaine par la suppression massive d'emplois publics.

Elle aura aussi comme conséquence d'amplifier le recul du droit des agents que ce soit en matière de rémunération ou de promotions.

Les organisations syndicales de la DGFiP - Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFiP et CFDT Finances Publiques - ont engagé ensemble et de longue date un mouvement unitaire (grève de novembre 2012, manifeste intersyndical et États Généraux en 2013, communiqués de presse et interpellation des élus locaux début 2014...) condamnant la baisse des moyens de la DGFiP et revendiquant une meilleure reconnaissance des agents en termes de pouvoir d'achat, de missions et de conditions de travail.

À leur appel, les agents des finances publiques se sont fortement mobilisés le 20 mars dernier pour rappeler leur opposition à la politique menée à la DGFiP dans le cadre de la démarche stratégique, malgré les manipulations de la Direction Générale.

À l'heure où le gouvernement a d'ores et déjà annoncé économiser 50 milliards d'euros, dont 19 milliards dans la Fonction Publique d'État, la DGFiP ne doit pas maintenant supporter les effets néfastes du pacte de responsabilité !

Le discours du Premier Ministre confirmant le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017 comme des pensions et annonçant la poursuite des suppressions d'emplois dans les ministères dits « non prioritaires » sont autant de marques d'un profond mépris pour tous les fonctionnaires !

Dans le cadre de la journée d'action et de grève dans les 3 fonctions publiques, les personnels de la DGFiP doivent massivement se faire entendre.

Seule une plus forte mobilisation et un nombre de grévistes supérieur à ceux du mois de Mars peuvent faire reculer le gouvernement et éviter que la DGFiP contribue comme toujours de manière « exemplaire » aux économies programmées dans le cadre du pacte de responsabilité.

Retrouvez toutes les raisons de faire grève le 15 mai 2014 dans les pages de ce numéro spécial GREVE.



Traitements

8 années de blocage du point d'indice, c'est intolérable !

Le gouvernement a confirmé et précisé un super plan d'austérité : 50 milliards de réduction des dépenses publiques pour financer le « pacte de responsabilité » de 30 milliards « d'allègements de charges » aux entreprises et réduire les déficits publics. Conséquences les salariés actifs et les retraités payent le prix fort de cette austérité, et les fonctionnaires tout particulièrement :

- Gel de la valeur du point d'indice depuis 2010...et jusqu'en 2017,
- Gel des prestations sociales et familiales,
- Gel des pensions et retraites jusqu'en octobre 2015.

120€ de perte minimum chaque mois

Depuis 2010, début du gel du point d'indice, les fonctionnaires et agents publics ont vu leur pouvoir d'achat reculer de 7,68% (indice INSEE avec tabac), auquel il faut rajouter l'augmentation de la cotisation retraite de 1,39% sur la même période !

Le manque à gagner mensuel est très important.

Exemples, vous êtes :

- ➔ **Adjoint administratif de 2ème classe à l'échelle 5**, au 10ème échelon (IM 380), vous perdez chaque mois **146€**,
- ➔ **Contrôleur de 1ère classe ou Secrétaire administratif en catégorie B**, au 8ème échelon (IM 405), vous perdez chaque mois **156€**,
- ➔ **Inspecteur ou attaché au 7ème échelon** (IM 496), vous perdez chaque mois **191€**.

FO appelle les fonctionnaires et les agents publics
A participer massivement à la grève et aux manifestations

Le JEUDI 15 MAI 2014

pour exiger du gouvernement l'arrêt de cette politique d'austérité
et réaffirmer leurs revendications :

- ▣ **Retrait du pacte de responsabilité et l'annulation des coupes budgétaires de 50 milliards d'€ sur les dépenses publiques, dont 18 milliards d'€ pour la seule Fonction Publique de l'État,**
- ▣ **Augmentation immédiate de 8% de la valeur du point d'indice et l'attribution de 50 points d'indice pour tous les échelons,**
- ▣ **Abandon des plans stratégiques.**



Paris, le 16 avril 2014

À la DGFIP, le 15 mai, poursuivons l'action !

Les organisations syndicales de la DGFIP - Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques - ont engagé ensemble et de longue date un mouvement unitaire (grève de novembre 2012, manifeste intersyndical et États Généraux en 2013, communiqués de presse et interpellation des élus locaux début 2014...) condamnant la baisse des moyens de la DGFIP et revendiquant une meilleure reconnaissance des agents en termes de pouvoir d'achat, de missions et de conditions de travail.

À leur appel, les agents des finances publiques se sont fortement mobilisés le 20 mars dernier pour rappeler leur opposition à la politique menée à la DGFIP dans le cadre de la démarche stratégique, malgré les manipulations de la Direction Générale. À l'heure où le gouvernement a d'ores et déjà annoncé économiser 50 milliards d'euros, dont 19 milliards dans la Fonction Publique d'État, la DGFIP ne doit pas maintenant supporter les effets néfastes du pacte de responsabilité ! Le discours du Premier Ministre du 16 avril confirmant le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017 comme des pensions et annonçant la poursuite des suppressions d'emplois dans les ministères dits « non prioritaires » sont autant de marques d'un profond mépris pour tous les fonctionnaires !

Seule une forte mobilisation pourra freiner cette politique de recul social. Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques affirment qu'il est important de poursuivre ensemble la mobilisation.

Les agents des Finances Publiques doivent, par la grève et les actions le 15 mai prochain, clairement marquer leur détermination à arrêter les suppressions d'emplois et la réduction de leurs moyens de fonctionnement quotidiens. Ils revendiqueront également une forte augmentation de leur rémunération afin d'améliorer leur pouvoir d'achat et combattront la politique de régression orchestrée en matière de promotion..

Dans ces conditions, les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques, s'inscrivent dans la journée Fonction Publique du 15 mai, en pleine campagne IR et à l'occasion de l'échéance d'un acompte provisionnel, pour en faire une journée de grève, d'actions et de mobilisations à la DGFIP.

Pour la défense du service public et de leurs missions, la reconnaissance de leur engagement professionnel, l'augmentation de leur pouvoir d'achat et l'amélioration de leurs conditions de travail !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS L'ACTION
LE JEUDI 15 MAI 2014

15 mai 2014 : FORCE OUVRIERE appelle à la grève dans la Fonction Publique

Dans la poursuite de la journée d'actions interprofessionnelles du 18 mars 2014 contre la politique d'austérité menée par le gouvernement, FORCE OUVRIERE appelle l'ensemble des agents publics des trois versants (Etat, Territorial et Hospitalier) à cesser le travail le 15 mai prochain.

Après avoir entendu le discours de politique générale du Premier ministre Manuel Valls, FO constate que l'austérité reste la règle et va s'accroître avec le maintien du pacte de responsabilité et de solidarité et la réduction de 50 milliards des dépenses publiques.

Cette politique impose aux trois versants des économies qui :

- réduiront de façon importante l'accès aux services publics et leur qualité,
- remettront en cause l'égalité républicaine,
- s'attaqueront au statut des personnels et réduiront encore plus leur pouvoir d'achat et les effectifs.

Aussi FO estime que la seule réponse possible à cette politique suicidaire ne peut être que la mobilisation et la grève !

Pour FO, une autre politique par la relance de la consommation est possible. Pour cela il faut augmenter les salaires et améliorer les carrières.

De même FO rappelle le rôle essentiel du Service public, source permanente de cohésion sociale, mais aussi d'amortisseur social en temps de crise. C'est pour cela que FORCE OUVRIERE exige le maintien et la pérennisation des services publics avec les effectifs nécessaires pour un meilleur accueil et un meilleur service rendu aux usagers et des conditions de travail adaptées pour les agents publics.

FO appelle l'ensemble des organisations syndicales qui partagent ses revendications à engager le même rapport de force en appelant également à la grève.

En appelant à la grève le 15 mai 2014, Force Ouvrière :

- Revendique le retrait du pacte de responsabilité et la réduction des 50 milliards d'euros de dépenses publiques qui l'accompagnent,
- Revendique l'augmentation immédiate de 8 % de la valeur du point d'indice et l'attribution de 50 points d'indice sur l'ensemble de la grille indiciaire,
- Défend le statut général, les statuts particuliers, les catégories et attend du Premier ministre un engagement fort sur ces points confortant une fonction publique de carrière,
- Exige la refonte et la revalorisation de la grille indiciaire permettant des carrières attractives,
- Réclame l'arrêt de la MAP (suite de la RGPP) responsable notamment des suppressions d'effectifs liées au redéploiement et de la dégradation des conditions de travail,
- Rejette tous actes de décentralisation supplémentaires qui auraient pour objectif de faire disparaître les départements ou diminuer le nombre de régions avec toutes les conséquences désastreuses en terme d'abandon des missions et de statut des personnels,
- Réclame la suppression de la loi HPST (Hôpital Patient Santé Territoire).

**Le 15 mai 2014 avec FORCE OUVRIERE,
tous en grève pour défendre son statut, ses missions
et revendiquer l'amélioration du pouvoir d'achat !**

Fait à PARIS, le 15 avril 2014





Communiqué du Syndicat National

Le 15 mai, **F.O.-DGFIP** appelle à la grève à la DGFIP

Alors que la Modernisation de l'Action Publique (MAP), déclinée dans la Démarche Stratégique à la Direction Générale des Finances Publiques, commence à produire tous ses effets négatifs sur les personnels et sur les missions, le gouvernement accentue encore sa politique régressive dans le cadre d'un pacte de responsabilité qui va transférer 40 milliards d'euros aux entreprises.

Pour y parvenir, les moyens de l'État seront mis à contribution pour 19 milliards d'euros.

Cette politique d'austérité aura pour résultat de réduire le service public républicain et de remettre en cause l'égalité républicaine par la suppression massive d'emplois publics.

Elle aura aussi comme conséquence d'amplifier le recul du droit des agents que ce soit en matière de rémunération ou de promotions.

Pour **F.O.-DGFIP**, ces orientations sont inacceptables.

Pour **F.O.**, une autre politique par la relance de la consommation est possible. Pour cela, il faut augmenter les salaires et améliorer les carrières des agents de l'État en mettant fin au gel des rémunérations et à la réduction drastique des plans de qualification aux Finances.

F.O.-DGFIP revendique :

- l'abandon de la démarche stratégique, vecteur de la MAP et du Pacte de Responsabilité ;
- l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice d'au moins 8 % et une revalorisation uniforme de 50 points d'indice ;
- l'amélioration des carrières par des plans de promotions ministériels ;
- une véritable politique de recrutement sur des emplois publics de titulaires.

Par ailleurs, **F.O.-DGFIP** rejette :

- la disparition annoncée des départements dont les effets seront destructeurs pour le réseau des postes et services de la DGFIP.

Dans la logique des actions organisées depuis plusieurs mois, le Syndicat National met tout en œuvre pour organiser le rapport de force dans l'unité la plus large aux Finances Publiques.

Face à une politique qui va éradiquer notre administration, il faut une réaction forte et unitaire de tous les agents des Finances Publiques.

Tous en grève le jeudi 15 mai 2014

Paris, le 15 avril 2014



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Communiqué de presse

Casse de piliers de la République : le gouvernement Valls ose tout !

Après l'allocution du Premier ministre ce 16 avril, il n'y a plus l'ombre d'un doute.

Ce gouvernement remanié va répondre avec célérité et sans états d'âme aux injonctions du Pacte budgétaire européen signé par François Hollande.

La conséquence en est l'austérité à tous les étages, avec la remise en cause des principes fondateurs de la république, issus pour partie des propositions du Conseil national de la Résistance en 1945.

Après les cadeaux offerts aux entreprises sans aucune contrepartie à travers le pacte de responsabilité, le gouvernement s'attaque maintenant au salaire différé.

Baisse des prestations sociales, mise en danger de la protection sociale avec la réduction des cotisations salariales après les cotisations patronales, casse du service public avec 18 milliards de réductions des dépenses pour l'Etat et 11 milliards pour les collectivités territoriales...c'est inacceptable !

Et pour les fonctionnaires, le gel du point d'indice, déjà effectif depuis juillet 2010 est maintenu jusqu'en 2017 ! La conséquence est donc la baisse des salaires, aggravée par l'augmentation des retenues pour pension, et la destruction continue de milliers d'emplois au prétexte de redéploiement.

De plus, FO condamne les menaces de privatisation qui pèsent sur certains établissements publics, avec les conséquences désastreuses pour les agents qui y sont affectés et pour le service public.

L'INSEE affirme que les fonctionnaires ont vu leur pouvoir d'achat baisser de 0,34% en 2013 ! Alors même que ce calcul tient compte de l'ensemble des éléments de la rémunération mais aussi des carrières (avancement d'échelon, promotions, etc.).

Pour FO, le gel de la valeur du point d'indice, qui représente 8% de perte de pouvoir d'achat depuis 2010, est inacceptable. FO exige sa revalorisation immédiate.

Il y a peu, certains affirmaient que les contraintes drastiques subies par les fonctionnaires grecs ne pourraient pas arriver en France...malheureusement nous en prenons le chemin.

Face à ce gouvernement antisocial, la FGF-FO affirme que seuls le rapport de force et la grève permettront de mettre à mal cette politique d'austérité d'une brutalité sans nom !

Face à ces attaques sans précédent contre le service public, la Fonction publique et ses agents, une seule réponse : tous en grève le 15 mai 2014, à l'appel de Force Ouvrière.

**Contre l'austérité, pour la satisfaction des revendications,
grève et manifestation le 15 mai !**

Paris, le 17 avril 2014



Audience avec Monsieur SAPIN

FO réaffirme ses revendications !

Monsieur Sapin, Ministre des Finances et des Comptes publics, a reçu en bilatérale une délégation de **FO Finances** le 17 avril, dans le cadre de ses premiers contacts avec les fédérations.

Il était entouré de sa directrice de cabinet, Madame Waysand, de son conseiller social Monsieur Huwart, du Secrétaire Général, Monsieur De Jekhowsky et du conseiller social du Ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, Monsieur Luciani.

La délégation **FO Finances** était composée de : Philippe Grasset (Secrétaire Général), Hélène Fauvel (DGFIP), Jacques Deffieux (DGDDI) et Bernard Boidin (DGT).

Cette audience de quarante cinq minutes est intervenue la veille de la publication des décrets d'attribution des différents ministères.

FO Finances a rappelé qu'elle s'inscrit pleinement dans l'appréciation négative portée par sa Confédération sur le Pacte de responsabilité et la politique d'austérité illustrée par la recherche de 50 nouveaux milliards d'euros d'économies, dont le détail a été annoncé par le Premier Ministre.

Le Ministre, dans le droit fil des annonces de Monsieur Valls, a confirmé que les ministères économiques et financiers n'étaient pas prioritaires dans la politique de l'emploi public du gouvernement !

En réponse à une clarification demandée par **FO Finances**, le Ministre a réaffirmé l'engagement du Président de la République de stabiliser les effectifs de la Fonction Publique de l'État.

**50 000
SUPPRESSIONS
d'EMPLOIS EN
20 ANS**

FO Finances a rappelé au Ministre que depuis son départ en 1993, 50 000 suppressions d'emplois ont eu lieu à Bercy!

FO Finances a pris appui sur le récent résultat de l'observatoire interne pour démontrer le malaise social croissant dans les ministères économiques et financiers.

Notre délégation est revenue sur les conflits en cours à la DGFIP et à la DGDDI et a demandé l'abandon des démarches stratégiques.

Le Ministre a confirmé que la réforme du contrôle fiscal engagée par ses prédécesseurs irait à son terme.

Pour la Douane, face au blocage total de dialogue social avec les syndicats représentant près de 80% des personnels, **FO Finances** a expliqué qu'une initiative au niveau ministériel serait seule capable de sortir de l'impasse actuelle.

Notre délégation a relayé l'inquiétude des agents concernés par le transfert du commerce extérieur et du tourisme au Ministère des Affaires Étrangères, même si après bien des interventions de toutes les structures **FO**, des assurances sur le maintien de la gestion des corps à Bercy ont évité le pire.

FO Finances a interrogé le Ministre sur le devenir du dossier de mutualisation des fonctions support, en expliquant que pour notre fédération son abandon s'imposait.

FO Finances a rappelé son exigence de voir publier rapidement l'arrêté fixant les taux promus/promouvables.

FO Finances a également rappelé son exigence d'une action sociale ministérielle de haut niveau, d'une politique la politique de santé et de sécurité au travail à la hauteur des besoins des agents. Cela passe par, au minimum, le maintien des budgets et des emplois dans le PLF 2015.

Dans le cadre du plan d'action sur l'égalité professionnelle en cours d'élaboration, **FO Finances** a déploré son manque d'ambition et dénoncé les règles de gestion prises en parallèle par la DGFIP qui vont à l'encontre de cet objectif, en imposant depuis cette année une mobilité géographique aux agents promus de C en B.

De même, dans la perspective des futures négociations sur un éventuel plan de prévention des Risques Psycho-sociaux, **FO Finances** a rappelé que si l'administration refusait d'intégrer les causes (suppressions d'emplois, augmentation de la charge de travail), il serait illusoire de trouver un accord en se concentrant sur les seules conséquences de cette politique.

Cette première prise de contact a été sans surprise, Monsieur Sapin réservant ses réponses au Comité Technique Ministériel du 30 avril, qu'il présidera.

Après le discours du Premier Ministre la veille, une chose perdue, les agents de Bercy sont encore et toujours considérés comme des variables d'ajustement budgétaires et non comme des personnels exerçant des missions républicaines de service public dans l'intérêt du développement économique et financier de notre pays. Dans le prolongement de la journée du 20 mars, FO Finances appelle les agents à rester mobilisés en participant nombreux aux manifestations du 1^{er} mai et en amplifiant le rapport de forces par leur participation massive à la journée de grève du 15 mai.

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ
DE LA FEDERATION SUR :

<http://www.financesfo.fr/> 



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

GREVE ET MANIFESTATIONS DU 15 MAI 2014

LE GEL DU POINT D'INDICE, C'EST LE RACKET DES AGENTS PUBLICS !

Le gel du point d'indice depuis juillet 2010 se traduit par une ponction inacceptable sur le pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique.

Les quelques exemples qui suivent permettent de le mesurer.

Les calculs effectués tiennent compte de la perte de pouvoir d'achat liée à l'augmentation de la retenue pour pension civile (passée de 7,85 % à 9,14 %) qui se cumule avec la perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation calculée par l'INSEE entre juillet 2010 et décembre 2013 (+ 5,44 %),

CATEGORIE C

Le traitement net d'un adjoint administratif (Catégorie C) à l'échelle 5 et au 9^{ème} échelon est de : 1 410,04 euros aujourd'hui, alors qu'il percevait 1 432,13 € en juillet 2010 (augmentation de la retenue pour pension civile).

Si le traitement net de cet agent avait suivi l'augmentation des prix à la consommation. Ce traitement serait, aujourd'hui de 1 510,04 €.

► **La perte mensuelle représente donc 100 € en net chaque mois !**

CATEGORIE B

Un secrétaire administratif (Catégorie B) de classe supérieure au 10^{ème} échelon bénéficiant d'une indemnité de résidence de 3 % perçoit aujourd'hui un traitement net de 1 747,80 €. En juillet 2010, ce traitement s'élevait à 1 774,12 €.

Si le traitement net de cet agent avait suivi l'augmentation des prix à la consommation calculée par l'INSEE depuis juillet 2010, ce traitement serait, aujourd'hui de 1 870,63 €.

► **La perte mensuelle représente 122,83 € en net chaque mois !**

CATEGORIE A

Un professeur des écoles (Catégorie A) au 8^{ème} échelon bénéficiant d'un supplément familial de traitement pour deux enfants a un traitement net de 2 091,14 € (y compris le supplément familial de traitement)

Si le point d'indice avait augmenté comme les prix à la consommation, son traitement net serait aujourd'hui de 2 243, 95 € (y compris le SFT dont une part est liée au point d'indice).

► **La perte représente 152,81 € en net chaque mois !**

Un administrateur civil (Catégorie A+) au 6^{ème} échelon bénéficiant d'une NBI de 45 points perçoit aujourd'hui un traitement net de 2 672,14 €.

Si le traitement net de juillet 2010 (2 713,71 euros) avait augmenté au rythme de l'inflation, il serait aujourd'hui de 2 861,34 euros pour cet agent.

► **La perte représente 183,20 € en net chaque mois !**

Le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat est une nécessité urgente !

Cela signifie :

- 8 % d'augmentation du point d'indice !
- 50 points supplémentaires pour tous !

**Le 15 mai 2014, pour combattre l'austérité
et le pacte de responsabilité
TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION !**



Quand Matignon fait de la désinformation : un vrai scandale !

Quel simulacre d'annonce... !

Ce 28 avril 2014, le Premier ministre a répondu par écrit aux députés socialistes après la fronde de quelques-uns réclamant un autre aménagement du pacte de responsabilité et de la réduction des déficits publics (les fameux 50 milliards).

Dans ce courrier en page 3, le Premier ministre écrit « *vous avez également insisté sur la situation des fonctionnaires aux rémunérations les plus modestes des trois fonctions publiques. Je vous confirme qu'ils bénéficieront des mesures de revalorisations déjà prévues pour la catégorie C et les agents de catégorie B en début de carrière. Cela représente en moyenne environ 440 euros de salaire net en plus dès l'an prochain pour 1,6 millions d'agents* ».

Cette annonce n'est en rien un scoop ni une nouvelle mesure répondant aux attentes de certains députés socialistes. C'est simplement la faible revalorisation de la catégorie C actée en décembre 2013 et qui s'applique en 2 temps (1^{er} février 2014, puis 1^{er} janvier 2015).

En revanche, le Premier ministre oublie de dire que, depuis 2010, (année du gel du point d'indice), les fonctionnaires de catégorie C perdent **1 200 euros** net par an entre l'inflation non compensée (5,44 %) et l'augmentation des retenues pour pension civile (cotisations retraites : + 1,29 %).

A cela s'ajoutera, dès le 1^{er} janvier 2015, une nouvelle augmentation des retenues pour pension civile qui va immédiatement amputer le pouvoir d'achat de tous les fonctionnaires !

Pour Force Ouvrière, continuer à vouloir faire croire que les fonctionnaires sont privilégiés, faire croire que leur pouvoir d'achat augmente alors qu'il est en chute libre, c'est délibérément discréditer le dialogue social.

**A ces propos inacceptables, une seule réponse :
tous en grève le 15 mai 2014 à l'appel de Force Ouvrière
et des autres organisations syndicales !**



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

15 mai 2014 : Défendre le statut et l'emploi public

Après la RGPP*, la MAP (Modernisation de l'action publique) poursuit la politique de destruction des emplois publics.

Pour satisfaire les promesses du candidat devenu Président de la République, 65 000 postes devraient être supprimés sur le quinquennat pour les « redéployer » vers des missions présentées comme prioritaires (l'enseignement, la sécurité et la justice).

Pour Force Ouvrière, cette présentation purement arithmétique d'équilibre est trompeuse !

Des besoins légitimes existent dans certains ministères, c'est pourquoi Force Ouvrière affirme qu'il faut recruter des fonctionnaires supplémentaires et non déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Détruire des emplois dans certains ministères revient à détériorer les conditions de vie au travail, accentuer le stress et les risques psycho-sociaux (dépression, burn-out, suicide)... tout cela est inacceptable et dégrade le Service public!

FORCE OUVRIERE affirmait, il y a peu : « *la RGPP tue!* ». La MAP prend malheureusement le même chemin !

A cela s'ajoutent les inquiétudes sur le futur acte de décentralisation.

Suppression des départements, fusion des régions : quel avenir pour les services publics et les personnels ?

Quelle égalité de droit pour les usagers ?

Pour Force Ouvrière, la République doit rester une et indivisible. Les fonctionnaires, les agents publics et les usagers se mobilisent pour défendre le Service public, garant de la cohésion sociale et véritable amortisseur social notamment en temps de crise.

Le 15 mai 2014 avec FORCE OUVRIERE tous en grève pour défendre le Service public, la Fonction publique, les emplois publics, le statut général et l'égalité des droits !

*RGPP : Révision Générale des Politiques Publiques.





TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

Dans le cadre de la journée d'action et de grève dans les 3 fonctions publiques, les personnels de la DGFIP doivent massivement se faire entendre.

Seuls une plus forte mobilisation et un nombre de grévistes supérieur à ceux du mois de Mars peuvent faire reculer le gouvernement et éviter que la DGFIP contribue comme toujours de manière «exemplaire» aux économies programmées dans le cadre du pacte de responsabilité.

- Pour l'abandon du pacte de responsabilité et de la démarche stratégique à la DGFIP.
- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois.
- Pour que nos missions soient enfin reconnues comme prioritaires.
- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice.
- Pour une revalorisation du régime indemnitaire.
- Pour des conditions de travail dignes et respectueuses de la santé des personnels.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR !

C'est maintenant qu'il faut combattre la politique d'austérité qui porte en germe le démantèlement du service public, l'externalisation d'une partie de nos missions et l'appauvrissement programmé des salariés du public comme du privé.

LE 15 MAI
ENSEMBLE POURSUIVONS ET AMPLIFIONS
LA MOBILISATION À LA DGFIP
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE